



ISSN 1240-0009
CCPAP 0926 S89086

Edito

- Résister, donc désobéir.

Monde du travail

- Solidarité avec les
secrétaires médicales de
l'hôpital Joseph Ducuing
- L'hôpital Joseph Ducuing
en grève !

- Accident du travail =
terrorisme patronal (1)
- Accident du travail =
terrorisme patronal (2)
- Accident du travail: un
ouvrier se fait arracher son
bras

- Accident du travail: les
cordistes se mobilisent

Société

- "L'écologisme", le
meilleur allié de la
gentrification.

Politique

- Front populaire ? Chiche !
- Blocus de la citadelle de
Joffre (Montpellier)

Courrier des lecteurs

- Débat des lecteurs sur
l'école et la pédagogie

Repères

- Rien que la vérité des faits

Antimilitarisme

- Eurosatory, supermarché
de la mort !

International

- Soutien aux esquiveurs.
- Soudan: campagne de
soutien .

Face aux ennemis
de la
LIBERTÉ

Liberté de se déplacer, de se réunir, de
dire ce que l'on pense, de manifester, de
choisir des mandats révocables à tout
moment, obéissant scrupuleusement à
leur mission...

**Désobéissance
civile !**

Nous n'obéirons à aucun décret, à aucune
loi, à aucune circulaire, qu'elles émanent
d'un maire, d'un préfet, d'un ministre, d'un
gouvernement ou d'une assemblée
nationale passés définitivement du côté des
ennemis de la seule vraie démocratie qui
compte, celle des travailleurs en lutte pour
améliorer leur sort.

2 EUROS /// N°187
MAI - JUJ 2024

CNT AIT | RESISTANCE POPULAIRE AUTONOME

Résister, donc désobéir

Depuis quelques décennies, on assiste en France et en Europe à une montée apparemment irrésistible des idées d'extrême-droite. Nationalisme outrancier, racisme, antisémitisme, xénophobie se banalisent de plus en plus. En corollaire, les mouvements qui défendent ces idées voient leur popularité augmenter dans des proportions très inquiétantes. Déjà, en Europe certains partis professant des idées ultra nationalistes sont parvenus au pouvoir ; en France, à la faveur d'élections prochaines, la probabilité de l'arrivée de la patronne du RN à la tête de l'État, par ailleurs fille de Jean Marie Le Pen, lequel n'a jamais renié ses idéaux fascistes, ne peut qu'inquiéter. Certes, celle-ci a depuis quelques temps, considérablement adouci son discours, acceptant de passer à la trappe certaines de ses anciennes revendications les plus choquantes et adoptant dans ses apparitions publiques une attitude citoyenne très digne et respectueuse, aux antipodes des manières de son père.

L'histoire nous a suffisamment montré que pour être élus, hommes et femmes politiques n'hésitent jamais pour assouvir leurs ambitions, à mentir, à dissimuler leurs intentions réelles pour que nous acceptions de modifier nos préventions à leur égard. Mme Le Pen malgré son amour des animaux et ses manières policées est une fasciste, son passé, ses relations, ses amitiés le prouvent. Pour autant, les risques qu'elle parvienne dans un avenir proche à ses fins sont réels ; alors que faire si cette hypothèse catastrophique se réalise ?

Comment résister, comment s'opposer à des mesures qui remettraient en question nos libertés, menaceraient nos droits d'être humain ou attaqueraient les plus fragiles parmi nous ? Opposer à la violence de l'État, la violence populaire nous semble (sauf dans des circonstances exceptionnelles) très aventureux, voire suicidaire. Les moyens médiatiques de formation du consensus social, ajoutés à ceux policiers de contrôle, de surveillance et de répression des États modernes se sont considérablement développés au cours des dernières années. On a par exemple pu constater que lors du mouvement des Gilets Jaunes en France, l'État républicain a parfaitement géré son action, (en faisant évoluer les moyens de la répression à la hauteur de la menace puis en déconsidérant le mouvement) pour contenir la colère populaire dans des limites acceptables par lui. S'il avait fallu recourir à des moyens plus violents (ceux par exemple utilisés pendant la Commune de 1871 : 30 000 communards assassinés, des milliers emprisonnés, exilés), il n'aurait à coup sûr pas hésité. L'État est le plus froid des monstres froids et pour remplir sa fonction essentielle, protéger le système de la domination d'une classe privilégiée sur une autre, il n'a jamais hésité à massacrer et à tuer. Alors que faire ?

Fort opportunément, les Atelier de création libertaire ont eu en 2023 la bonne idée de republier « Trois histoires de résistance sans violence contre la domination » présentées par le « Collectif désobéissance libertaire ». L'une en particulier écrite par Gene Sharp et datant de 1959 s'intitule (et cela suffit à la décrire) : « Comment sous l'occupation nazie, les professeurs norvégiens vinrent à bout de Quisling et quelles leçons tirer de cet exemple pour une défense sans armes aujourd'hui ».

En avril 1940, les troupes nazies envahirent la Norvège, la résistance armée fut très vite brisée et l'occupant mit en place un régime à sa solde, dirigé par le dirigeant d'un petit parti fasciste Norvégien, Quisling. Le nouveau régime prit très vite des mesures autoritaires et à l'automne 1940 exigea que tous les fonctionnaires signent un serment de loyauté. Nombre de fonctionnaires refusèrent et du coup le gouvernement commença à durcir la répression. Petit à petit, un réseau auto-organisé de refus et de résistance se mit en place dans les écoles : les professeurs refusaient de signer, d'appliquer les consignes en arguant du fait qu'ils n'avaient pas compris, que c'était contraire à leur déontologie etc. Au début, il ne s'agissait pas de résistance directe mais au bout de quelque temps, un véritable mouvement de résistance impliquant une majorité des professeurs norvégiens se mit en place dans les écoles, par exemple plus de 8 000 enseignants (sur les 12 000 que comptait la Norvège) signèrent une lettre affirmant leur « refus de participer à l'éducation de la jeunesse norvégienne telle qu'elle est déterminée par le mouvement de jeunesse Nasjonal Samling ; « en effet cela est contre ma conscience ». Tant et si bien qu'en 1942, le gouvernement engagea une épreuve de force fermant des écoles, puis menaçant de radier les récalcitrants et au final en emprisonnant un millier dans des conditions effroyables. Mais cette répression sauvage se retourna contre Quisling car le mouvement de résistance des professeurs était devenu très populaire et la population norvégienne n'hésita pas à afficher sa solidarité avec les professeurs. Fin 1942, Quisling fut obligé de renoncer à ses mesures pour mettre l'école norvégienne au service de l'idéologie nazie. Essayant de tirer les leçons de

ANARCHOSYNDICALISME !

CNT/AIT, 7 rue St Rémésy, 31000 Toulouse
contact@cntaittoulouse.lautre.net

ABONNEMENTS

Tarif normal : 10€

Abonnement de soutien : 20€

Chèques à l'ordre de :

CDES - CCP 3087 21 H Toulouse

A l'adresse : CDES, 7 rue St Rémésy 31000 Toulouse

Pour tout problème d'abonnement :

contactez nous directement par mail à l'adresse ci dessus.

POUR SAVOIR SI VOUS ETES A JOUR DE VOTRE ABONNEMENT :

Le numéro qui figure en bas de la bande - adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement. s'il est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard.

N'hésitez pas à nous signaler toute erreur.

REPRODUCTION DES ARTICLES

LA REPRODUCTION DE NOS ARTICLES EST LIBRE SOUS RESERVE D'ETRE
PRECEDE DE LA MENTION :

"Anarchosyndicalisme ! 187 / MAI - JUIN 2024 / cntaittoulouse.lautre.net"

ANARCHOSYNDICALISME ! publication bi-mestrielle, journal du réseau CNT-AIT
7 rue St Rémésy 31000 Toulouse - imprimé le 28 Juin 2024 sur les presses d'Axion-
Repro 9 rue Bessières, Montauban- directeur de la publication : Entremond Nicole

Diffusez Anarchosyndicalisme!
Pour recevoir des numéros de diffusion, prenez contact avec nous.

Pour tout problème d'abonnement:

contactez nous directement par mail:

contact@cntaitoulouse.lautre.net

Anarchosyndicalisme! est le journal du réseau de la CNT AIT. Ce journal est rédigé, mis en page, assemblés par des militants Anarchosyndicalistes, salariés ou chômeurs, après leurs heures de travail. il ne reçoit aucune subvention.

Notre contact:

Anarchosyndicalisme!
7, rue St Remesy, 31000
Toulouse
tel: 05.61.52.86.48
permanence tout les
samedi de 17 H à 19 H

facebook:

@cnt.ait.toulouse
@chats.noirs.turbulents (Paris)
perpignan@cnt-ait.info
initiative.03@cnt-ait.info
<https://cntait03.wordpress.com>

twitter:

@cntaitoulouse
@CNTAIT (Paris)
initiative CNT-AIT grand ouest
(Bretagne, pays de Loire) écrire
au journal

adresse mail de S.I.A

solidariteinternationaleantifascis
te.wordpress.com
SIA-toulouse@riseup.net
facebook.com/Solidarité-
Internationale-Antifasciste

cet exemple, l'auteur constate tout d'abord qu'une forte majorité des professeurs n'étaient absolument pas non-violents, certains d'entre eux s'engagèrent en même temps dans un mouvement de résistance armé impitoyablement réprimé par les nazis. En fait, la résistance non violente a été utilisée parce que dans certaines conditions, elle était la seule à pouvoir être mise en œuvre mais au final, en obligeant Quisling à modifier sa politique, la résistance non violente eut souvent une efficacité plus grande que les guérillas armées ou les sabotages.

Bien sûr, il serait aberrant de prétendre à partir de ce mouvement de résistance norvégien extrapoler sur la situation en France. Pour autant, cet exemple nous montre qu'il est toujours possible de résister et de lutter et une conclusion que l'auteur Gene Sharp tire de cette histoire me semble particulièrement pertinente aussi je la retranscris :

« Parmi les avantages que la résistance non violente présente sur les méthodes violentes dans la lutte contre les régimes fascistes se trouve celui-ci : la résistance non violente frappe toute dictature à son point naturellement le plus faible. La tyrannie peut continuer d'exister seulement aussi longtemps que ses victimes continuent de lui obéir et de la servir. Lorsque l'obéissance, la coopération et le service sont retirés, la tyrannie est menacée d'effondrement. Elle s'efforcera de rétablir l'obéissance par la terreur. Le problème est donc d'organiser et de maintenir la non coopération contre un régime inhumain tout le temps qu'il faudra pour qu'il tombe ».

Cette théorie fut exposée par un jeune français du XVIème siècle : Étienne de la Boétie dans son « Discours de la Servitude Volontaire » où il écrivait : « Si on ne leur donne rien (aux tyrans), si on ne leur obéit pas, sans combattre, sans donner un coup, ils restent nus et défaits et ne peuvent plus rien faire ; de même, la racine n'ayant plus terre ni nourriture, la branche se flétrit et meurt (...) simplement, ne l'aidez pas (le tyran) et vous le verrez comme un grand colosse dont on a fauché les pieds, s'effondrer au sol de son propre poids et se briser ».

POURQUOI PLUSIEURS CNT EN FRANCE ?

Il existe en France plusieurs organisations qui se font appeler « CNT » : la CNT-AIT (pour vous servir), la CNT Vignoles (parce que son local parisien est situé 33 rue des Vignoles) et la CNT-SO (pour solidarité ouvrière).

Les Vignoles et SO sont issus d'une scission de la CNT-AIT qu'ils ont provoqué en 1993. Cette scission portait sur deux questions essentiellement :

- une question de stratégie : des révolutionnaires peuvent ils participer ou pas au système de gestion qu'ils entendent détruire - en participant aux élections professionnelles et aux instances représentatives ?

- et une question politique, dont finalement découle la première question : quelle est l'identité politique de la CNT ? La CNT est elle une organisation anarchiste, c'est à dire dont la finalité est l'Anarchie ?

Pour la CNT-AIT, les réponses sont simples et claires :

- Oui, la CNT-AIT est une organisation anarchiste, c'est à dire dont la finalité est l'Anarchie (que vous l'appeliez communisme libertaire, anarchisme, anarchosyndicalisme).

- En conséquence la CNT-AIT ne participe pas aux mascarades électorales (que ce soit aux élections professionnelles ou aux élections politiques, et elle ne fait aucune alliance avec les partis politiques quels qu'ils soient qu'elle rejette tous.

Solidarité avec les secrétaires médicales de l'hôpital Joseph Ducuing en grève !

Les travailleuses et travailleurs de la santé de la CNT-AIT appellent à soutenir les secrétaires médicales de l'Hôpital Ducuing qui ont décidé de se mettre en grève pour leur dignité. Elles se battent pour que leur salaire soit payé au niveau du SMIC, comme cela est exigé à la fois par la loi et par leur convention collective.

Cette situation perdure depuis des années. On se demande comment ce fait a pu passer inaperçu des syndicats, qui sont historiquement liés à la gestion de cet établissement, créée en 1944 par les réfugiés espagnols antifranquistes – dont la militante de la CNT-AIT la Docteure Amparo Poch y Gason – sur un mode coopératif.

La direction de l'hôpital, à laquelle sont associés des syndicats, refuse de les augmenter (on parle ici d'une centaine de centaines d'euros par mois, soit moins de 15 000 euros par mois pour les 60 secrétaires, sur un budget de l'hôpital de plus de 55 millions !!!) au motif que si l'hôpital les augmentait il serait obligé d'augmenter tous les salaires, et qu'il n'en a pas les moyens. Elles sont donc sacrifiées pour maintenir la hiérarchie des salaires ! Mais dans la chaîne de soin, nous sommes toutes et tous essentielles ! il n'y a aucune raison de maintenir cette hiérarchie, si ce n'est une discrimination élitiste.

Les secrétaires médicales ont donc décidé de ne plus attendre et de se mettre en grève, n'écouter pas ceux qui à gauche leur disaient d'attendre après le 7 juillet pour entamer leur mouvement, promettant que une fois le gauche au pouvoir tous les problèmes, notamment de salaires, allaient se régler. Le bal des faux culs n'est d'ailleurs par réservé à un camp politicien particulier, car tous les candidats aux élections de tous bords viennent à l'hôpital pour assurer

que si on vote pour eux, ils auront la baguette magique miraculeuse. Mais les secrétaires médicales savent surtout que c'est dans leur unité et dans leur lutte que résident les clés de la victoire, pour qu'enfin leur dignité leur soit rendue.

C'est pourquoi, nous travailleurs de la santé de la CNT-AIT les assurons de notre plein et entier soutien et appelons l'ensemble des travailleuses et travailleurs du secteur de la santé, mais au delà l'ensemble de la population à se solidariser avec la grève des secrétaires médicales de l'Hôpital Ducuing.

La lutte pour la dignité de l'une d'entre nous est la lutte pour la dignité de tous ! Solidarité avec les grévistes de Ducuing ! Contre la précarité, Pour nos salaires, Vive la grève générale !

santé-social@cnt-ait.info



Grève des secrétaires médicales de l'hôpital Joseph Ducuing (Toulouse)

(Tract des grévistes)

Rejoignez-nous pour soutenir nos revendications !

Pourquoi nous nous mobilisons :

Les secrétaires médicales de l'hôpital Joseph Ducuing perçoivent actuellement un salaire de base inférieur au SMIC. Nous exigeons une rémunération juste et équitable pour notre travail essentiel. Ensemble, nous pouvons faire entendre notre voix et obtenir des conditions de travail dignes !

Nous sommes une quarantaine de secrétaires médicales de l'hôpital Joseph Ducuing. Nous sommes les piliers entre les patients et services médicaux, assurant la fluidité de la prise en charge médicale chaque jour. Bien que nous soyons des éléments clés du secteur de la santé, nous sommes malheureusement sous-payées et même en dessous du salaire minimum – le smic. Dans un service essentiel comme le nôtre, une rémunération juste est essentielle pour garder des employés dévoués et captifs. On estime, par exemple, que plus de 40% des secrétaires médicales sont mal payées en France (source: Cabinet d'études économiques). C'est maintenant que cela doit changer. Nous

demandons donc à l'hôpital Joseph Ducuing de reconsidérer et de revaloriser nos salaires pour assurer un équilibre important entre notre contribution vitale et la récompense financière que nous recevons

=====

Cagnotte solidaire

<https://www.leetchi.com/fr/c/secretaires-medicales-joseph-ducuing-3563715>

Cette cagnotte sera divisée entre la quarantaine de secrétaires que nous sommes pour pallier au manque de salaire que nous subissons depuis le début de la grève.

Accident du travail = Terrorisme patronal

A propos de la Journée mondiale de la santé et la sécurité au travail ... En 30 ans rien n'a changé !

Journée internationale de ceci, journée internationale du droit de cela ... Le calendrier moderne n'égrène plus la liste quotidienne des saints mais celle des « journées de solidarité ». En règle générale, ces journées sont surtout le moyen de se donner bonne conscience en se rappelant opportunément pour 24 heures ce qu'on oublie les autres jours de l'année.

Alors ce 28 avril, c'est la « Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail ». C'est l'OIT qui l'a décidé. C'est quoi l'OIT. Et bien c'est l'Organisation Internationale du Travail. C'est une agence des Nations Unies, dont les membres sont des représentants des gouvernements (l'Etat français), des organisations patronales (le MEDEF pour la France) et des syndicats réformistes (FO, CGT, ...). L'OIT permet ainsi aux gouvernements de récompenser les lèches bottes syndicaux les plus méritants en les nommant représentants au siège de l'OIT à Genève en Suisse, où ils bénéficient de tous les avantages d'un poste de haut fonctionnaire international ...

Quel est l'objectif de cette journée ? S'occuper de la santé des travailleurs ? Que nenni ... D'ailleurs le mot « travailleur » n'apparaît pas dans le nom de la journée. Le but de cette journée est de « prévenir les risques pour un monde du travail plus sain et plus performant ». Bref nous permettre de nous faire encore plus exploiter, mais dans la joie et la bonne santé !

D'ailleurs l'OIT nous le dit « La santé au travail s'impose comme un enjeu crucial pour le bien-être des individus et la prospérité des nations. » La prospérité des nations c'est surtout celle des patrons, qui rognent sur les dispositifs de prévention et de sécurité, car pour eux ce sont des « charges » qui nuisent à la productivité et la rentabilité. Le cas dramatique d'Amara Dioumassy, mort le 16 juin 2023 sur un des chantiers des JO de Paris, écrasé du fait d'une suite de négligences des mesures pourtant élémentaires de sécurité, est à ce titre malheureusement exemplaire. Comme en témoigne ses collègues de travail « Ce chantier « nous paraissait vraiment inacceptable au niveau des normes de sécurité » et il fallait « aller vite pour tenir les délais ». Il a fallu la mort d'Amara Dioumassy pour que passe l'inspection du travail, laquelle a fait arrêter le chantier pendant 10 jours, pour qu'il soit enfin remis aux normes !

A la CNT-AIT, nous n'avons pas beaucoup d'appétences pour ces « journées internationales » bidons, surtout quand elles sont décidées en notre nom et à notre place par nos « représentants », fussent-ils syndicaux... Mais nous voulons malgré tout apporter notre petite

contribution à la prise de conscience globale de ce problème. Aussi nous republions ci-après un article que nous avons écrit en ... 2003. Oui, il y a 21 (vingt et un) ans. On pouvait lire dans cet article les chiffres des accidents du travail de 1995 : 744 morts, 686 000 accidents du travail dont 62 000 graves. En 2021, ces chiffres étaient de ... 696 mortels, 604 565 accidents dont 39 000 graves. En quasi trente ans, en France, soit en un tiers de siècle le nombre d'accidents du travail et le nombre de morts n'a quasiment pas baissé ! Notre article de 2003 mentionne la complicité des syndicats, qui défendent les patrons en prétendant défendre leurs sacro-saints emplois. Là aussi rien n'a changé, comme le montre le récent exemple où on vu les syndicats marcher main dans la main avec les patrons des poêles SEB pour faire annuler l'interdiction des polluants éternels dans la fabrication des ustensiles de cuisine. Enfin l'article se conclue en mentionnant les suicides de chômeurs ou d'agriculteurs ? Là aussi, hélas, on ne peut que constater que rien n'a évolué, 3 agricultrices ou agriculteurs se suicident par semaine ce qui est une des causes de leur récent mouvement de colère.



Le capitalisme c'est l'exploitation de notre force de travail. Le capitalisme c'est le profit à tout prix, y compris celui de notre santé ou de l'environnement. Les accidents du travail ne surviennent pas par hasard, ils sont la conséquence logique du terrorisme patronal qui consiste à faire passer les profits avant notre vie. Si nous voulons en finir radicalement et définitivement, il ne suffira pas de célébrer une fois par an une « journée mondiale », mais il faut nous organiser au quotidien pour lutter tous les jours, pied à pied, sans concession ni compromission

avec aucun représentant. Pour notre santé et notre sécurité, que ce soit au travail ou partout, oui la Révolution reste à faire ! Organisons nous et luttons !

ACCIDENT DU TRAVAIL = TERRORISME PATRONAL (suite) date de première publication: Avril 2003

Il y a quelques mois sortait un livre sur les millions de morts et de persécutés engendrés par les régimes marxistes léninistes un peu partout sur la planète. Il s'agit, comme vous l'avez sans doute deviné, du Livre noir du communisme. Rassurez-vous, je ne vais pas entrer à mon tour dans les polémiques liées à ce bouquin. Seulement, je me suis dit qu'un ouvrage consacré aux victimes de l'économie de marché serait peut-être bien venu.

6●●●●●Monde du travail●

D'accord on me rétorquera que les régimes dits communistes ne sont que capitalisme d'Etat. Soit, mais je voudrais parler ici de ce qui se passe dans nos bonnes vieilles démocraties occidentales pour bon nombre de travailleurs : les accidents du travail.

Voilà bien un sujet dont on parle finalement peu. Il faut que ce type d'accident sorte de « l'ordinaire », qu'il soit spectaculaire (un silo à grains qui explose, ça a quand même plus de gueule qu'une chute d'escabeau non ?) ou, plus simplement, que les médias n'aient rien d'autre à se mettre sous la dent.

Dans le n° 4019 du Canard Enchaîné on trouve un excellent article sur le sujet. On y apprend qu'en France, les conditions de travail dans diverses branches professionnelles occasionnent ainsi chaque année un nombre impressionnant de blessés et de morts. En 1995 on comptait 744 morts, 686 000 accidents du travail dont 62 000 graves ! Voilà des chiffres qui vont peut-être faire réfléchir les partisans du « on n'en est plus aux temps de Zola ». Si le nombre de morts et de blessés régresse (encore faut-il tenir compte des magouilles statistiques et du camouflage d'accidents du travail en accidents domestiques) le nombre des cancers ne cesse, quant à lui, d'augmenter.

Il semble que les accidents les plus violents, les plus visibles, diminuent en nombre, tandis que celui des maladies couvant plusieurs années avant qu'on s'aperçoive de leur présence, croît sans cesse.

Ainsi, si les ouvriers du bâtiment, les routiers ou les travailleurs des industries pétrochimiques restent exposés à moult effondrements d'échafaudages, accidents de la route ou explosions ; la « mode » est à la leucémie ou aux contaminations diverses dues à la fréquentation de l'amiante ou de la radioactivité par exemple.

Bien entendu, dans de telles conditions, il est beaucoup plus difficile d'obtenir réparation et les dossiers déposés devant les tribunaux ont tendance à traîner en longueur. C'est que les lobbies en tous genres n'aiment pas qu'on démontre leur nocivité...

Le pire dans tout cela, c'est que bien souvent les syndicats réformistes, C.G.T. en tête, défendent les patrons (en prétendant défendre leurs sacro-saints emplois). Les exemples de Super Phénix ou de la Cogema sont là pour nous le prouver. Dans le cas précis de la Cogema, plusieurs études menées par des chercheurs et des médecins montrent que le taux de leucémie est plus élevé aux alentours de l'usine de retraitement de déchets nucléaires qu'ailleurs (ce qui signifie que les travailleurs ne sont pas les seuls concernés) et plusieurs dossiers médicaux appartenant à d'anciens membres de cette usine ont mystérieusement disparu.

A part ça, rien à signaler. Ah si ! Les agriculteurs et les chômeurs sont très touchés par le suicide, mais je ne sais pas si ça compte vraiment comme des accidents du travail...

Accident du travail : un ouvrier se fait arracher son bras, l'hélicoptère indisponible pour l'emmener à l'hôpital car réquisitionné pour la venue de Macron ...

Un travailleur handicapé de 48 ans, qui travaille dans un centre de tri de déchets à Caudan, dans le Morbihan, a eu son bras arraché jusqu'au coude alors qu'il était opérateur sur une machine de cerclage.

Les journaux qui relatent l'accident nous disent que « l'homme pris en charge par les secours, a été transporté au centre hospitalier de Pontchaillou, à Rennes » et « qu'une double enquête a été ouverte : par la gendarmerie afin de déterminer les circonstances de l'accident, par l'inspection du travail qui, dès mardi, s'est rendue sur site » Le Télégramme 23 juin 24

Mais ce qu'ils oublient de dire c'est que – selon certains proches de l'ouvrier - le malheureux aurait dû être transporté en hélicoptère à Pontchaillou mais l'hélicoptère n'était pas dispo ce jour-là : il était occupé à l'île de Sein pour la visite de Macron.

Ce que les médias ne disent pas non plus c'est que bien que lui-même handicapé, il formait lui-même les autres travailleurs handicapés ! Ni que les travailleurs étaient victimes de racisme par l'encadrement, qu'ils se faisaient traiter de « bandes de bougnoules qui devaient se bouger le cul ». Il travaillait de 3h du matin à 11 heures mais très souvent à midi, il était encore au boulot. Il travaillait aussi le samedi, jour de repos, et ne pouvait jamais récupérer, il était crevé. Il travaillait dans la saleté et ses vêtements étaient puants, il travaillait là depuis 20 ans!

La famille va faire appel à une association connue pour bénéficier de leur expertise dans la bataille juridique qui s'annonce et risque d'être difficile et longue. Car, par notre expérience vécue dans des conflits similaires, nous savons comment se comportent les patrons et leurs avocats dans ce genre de situation : ils cherchent tous les moyens pour s'exonérer de leur responsabilité et faire porter la charge sur le travailleur. Et s'ils n'y arrivent pas ils cherchent à corrompre pour éviter un procès qui pourrait faire tâche. Ainsi dans la tragédie de l'accident du chantier du paquebot « Queens Mary » à Saint Nazaire il y a 20 ans, la passerelle avait cédé et fait chuter des travailleurs dans la fosse. 20 morts et encore sans compter ceux qui sont morts des suites quelques mois plus tard. Essentiellement des jeunes filles qui étaient allées faire du ménage dans le bateau avant sa livraison, pour se faire quelques sous avant Noël. Ces salauds d'avocats sont allés les trouver jusque dans l'hôpital pour leur proposer une somme d'argent pour qu'elles ne portent pas plainte. Pour des jeunes cela paraissait beaucoup. Heureusement tout de même les victimes ont été entourées et dissuadées d'accepter!

Cet ouvrier et sa famille pourront compter sur notre total soutien, syndical, politique et humain.

Des militantes et militants de la CNT-AIT Grand Ouest

ACCIDENTS DU TRAVAIL : LES CORDISTES SE MOBILISENT.

Les cordistes sont ces ouvrières et ouvriers qui travaillent en hauteur, suspendus à une corde, au bord des falaises et en haut des immeubles. Un travail d'ouvrier éprouvant et méconnu, parmi les plus dangereux de France. On compte de nombreux accidents, souvent gravissime voire mortels en cas de chute. A l'occasion du 28 avril, journée internationale de la santé et la sécurité au travail, un communiqué signé « Des cordistes énervés auto-organisés » a circulé sur le net. Des banderoles ont notamment été hissées près de Marseille, Grenoble et dans les Cévennes. On ne peut que soutenir ce mouvement de travailleurs, autonome et auto-organisé. La CNT-AIT apporte son soutien à leurs initiatives. Plus d'info auprès de l'association « cordistes en colères, cordistes solidaires » (<https://cordistesencolere.fr/>)

- « Nous, ouvrières et ouvriers cordistes, en avons assez !
- Assez de compter nos morts dans la presse régionale à défaut d'avoir les outils statistiques institutionnels.
 - Assez de subir une précarité généralisée avec des contrats hebdomadaires renouvelables indéfiniment.
 - Assez de devoir négocier sans cesse nos primes de déplacements et frais kilométriques ne laissant à beaucoup d'entre nous que le choix de dormir dans nos fourgons.
 - Assez d'être en bout de chaîne de la sacro-sainte sous-traitance avec pour conséquence des conditions de travail dégradées afin de sauvegarder les profits des donneurs d'ordre et de nos patrons.
 - Assez de se rendre compte que les analyses de risques, quand elles

existent, sont avant tout pour le matériel, la continuité des services et de la production, et en dernier lieu pour la sécurité des travailleuses et travailleurs.

En France, nous ne sommes guère plus de 5000 équivalents temps plein. Pourtant en moyenne, 2 d'entre nous meurent chaque année venant grossir dans l'indifférence générale, la trop longue liste des tués au travail. Et combien de blessés, de mutilés ?

Nous protégeons les routes des éboulements rocheux, nettoyons les vitres, maçonçons, peignons, décroûtons des silos de ciment, de sucre etc.

Pour Philippe mort en avril, qui nous rappelle l'urgence d'agir. Pour André, Mikel et Sébastien morts l'année passée. Pour nos collègues morts avant eux. Pour tous les travailleurs et toutes les travailleuses subissant des conditions indignes du XXIème siècle.

CA SUFFIT !!!

Ces derniers jours, et à l'occasion du 28 avril, journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail, nous nous mobilisons dans différentes villes de France.

Si le métier de cordistes est particulièrement exposé, nous savons que c'est par le biais des mêmes logiques de fric, de rendement et de désinvolture qui aussi, tuent chaque année des centaines de nos autres collègues travailleuses et travailleurs.

Cette hécatombe n'est pas une fatalité, faisons entendre nos voix, reprenons en main nos conditions de travail.

Nos vies valent plus que leurs profits !!! »

« L'écologisme », le meilleur allié de la gentrification.

L'écologie qui est la science de la maison, n'est pas « l'écologisme » qui lui, chasse les habitants les plus modestes de chez eux :

S'il y a bien une idéologie à la mode à notre époque, c'est bien l'écologisme. Et de l'écologisme on en mange matin, midi et soir, à toutes les sauces, toutes les variantes, à tort et à travers. A Toulouse nous n'y échappons pas, puisqu'il existe déjà des endroits dans cette ville où l'on ne peut plus théoriquement se rendre avec un véhicule diesel vieux de plus de dix ans, il faut un macaron « Crit'air 1, 2 ou 3 » collé sur le pare-brise, sinon gare !

On retrouve cet écologisme de pacotille, dans l'ensemble de la politique de la ville, ainsi dans le quartier du Mirail cela fait déjà 1 an ou 2, qu'ils ont baissé les températures du chauffage central, du moins dans certains immeubles. Au nom bien entendu de l'écologisme. Et visiblement cette mode est générale dans tout le territoire, dans des villes comparable à Toulouse.

Dans les quartiers populaires, tant décriés par les médias populistes pour son taux exceptionnel de délinquance, où tout le monde volerait

tout le monde, où l'on brûlerait des voitures pour passer le temps, où les habitants seraient tour à tour des dealers de shit le matin et des musulmans salafistes fanatiques le soir, une zone de non-droit comme ils disent. Si il y a bien un prétexte à toute épreuve pour pousser les gens à partir c'est bien ces histoires de réhabilitation de quartier et de rénovation urbaine ; ainsi le quartier du Mirail qui est justement un quartier à « réhabiliter » depuis quelques années. L'ironie est qu'avec ce baratin de réhabilitation urbaine c'est que l'état a totalement abandonné ces quartiers depuis longtemps, pour ensuite les stigmatiser.

A Toulouse donc, s'engagent ainsi les démolitions, tout en reconstruisant à côté des immeubles vendus comme des buildings à faible empreinte carbone, respectant ainsi au mieux l'environnement tout en vantant en même temps la modernité technologique. Le résultat est que les habitants partent peu à peu, et sont remplacés par des locataires plus riches financièrement, transformant petit à petit le Mirail en un quartier hors de portée pour les bourses modestes. L'écologisme est l'une de ces nombreuses ficelles qui servent à masquer une gentrification, tout en se donnant bonne conscience.

En effet le maire du quartier G.Cognard, a affirmé ouvertement que

le but de tout ceci est de « changer les têtes », ce qui est clair et limpide, dans la considération et les choix voulus à l'encontre de ces quartiers et leurs habitants.

Sans se gêner la municipalité toulousaine a entamé les destructions des barres d'immeubles, alors que des familles, des enfants, des personnes âgées, vivent encore à l'intérieur ; ces travaux mettent la santé de ces personnes en danger, notamment dans le désamiantage de certains immeubles

(Gluck). Les locataires ont froid, et même très froid l'hiver, et trop chaud l'été, car les isolations sont complètement pourries. Le prétexte tout trouvé, comme si cela ne suffisait pas, bien sûr au nom de « la sobriété énergétique », les bailleurs ont réduit le chauffage, ce qui accentue encore plus les problèmes d'isolation, alors que les charges sont restées les mêmes. Les ascenseurs sont très souvent en panne, et ce durant de longues périodes, mettant en difficultés les personnes âgées et les handicapés.

Il semblerait que dans presque toutes les villes importantes de France on peut faire le même constat. A Besançon dans le quartier de la Planoise qui abrite 90% des logements sociaux, près de 1200 logements doivent être rayés de la carte d'ici 2025 dans le cadre d'un programme signé par la municipalité et l'agence de la rénovation urbaine. Le but est de supprimer d'après les élus locaux la mauvaise réputation de ce quartier, ce quartier dont plus de la moitié des habitants vit en dessous du seuil de pauvreté, pour devenir selon les élus un quartier « d'excellence numérique », et surtout un éco-



quartier (source Monde Diplomatique de juin 2024).

Tout cela n'est que de la gentrification au nom de l'Ecologie. Mais qu'en est-il des habitants de ces quartiers, dont certains d'entre eux y ont vécu plusieurs décennies ? L'écologisme c'est encore une de ces trouvailles de la bourgeoisie, pour pouvoir encore et encore faire de la plus-value, et cette fois ci c'est sur le logement des personnes les plus modestes de cette société, qui elles devront s'éloigner de plus en plus, vers des zones, les moins bien desservies, voire des campagnes désertifiées, puisque ces gens-là, sont semble-t-il indésirables dans les grandes villes. L'écologisme est un argumentaire bourgeois, et sa préconisation au nom de la sauvegarde de la nature, interdirait presque tout, à presque tout le monde sauf aux riches. Ses partisans sont non seulement capitalistes mais aussi totalitaires. La question sociale ils s'en foutent.

FRONT POPULAIRE ? CHICHE ! OCCUPATION DES USINES, DES ENTREPRISES, DES HOPITAUX, DES FACs ET DES LYCEES ! GREVE GENERALE !

Dans l'imaginaire collectif et historique, le Front Populaire fait écho à deux faits survenus en été 1936, en France d'une part et en Espagne d'autre part. En France, en Juin 1936, une vague de grèves spontanées a enflammé la France suite à la victoire de la coalition de partis d'extrême gauche (Parti Communiste), gauche (Parti Socialiste) et centre gauche (Parti Radical). Et en Espagne, le 19 juillet 1936 une insurrection populaire, initiée par les classes populaires et les anarchistes de la CNT-AIT, met en échec le coup d'Etat fasciste du Général Franco en réaction à l'élection d'une coalition de partis politiques d'extrême gauche, de gauche et de républicains.

En France, ces millions de grévistes en occupant leur usine, sans attendre les consignes des partis politiques et même souvent CONTRE les consignes de modération de ces partis politiques, ont créé un tel rapport de force contre le Patronat et la Bourgeoisie que cette dernière s'est dépêchée de faire des concessions comme jamais avant dans l'Histoire sociale de ce pays, de peur que les grévistes se radicalisent et que la révolte ne devienne révolution. Et ce sont les partis de gauche du Front Populaire qui ont cassé la dynamique des grévistes, leur demandant d'arrêter leur mouvement (le chef communiste Maurice Thorez proclamant sa célèbre phrase « il faut



savoir terminer une grève ».) Cette première trahison de la gauche fut le début d'une longue série qui se termina tragiquement : le Front Populaire français abandonna le Front Populaire espagnol qui finit par se faire écraser par les franquistes, lesquels avaient le soutien de l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste. En 1938, le radical socialiste Daladier signa les lois sur les « étrangers indésirables », préfiguration des lois Darmanin. Et en 1940, les députés de la Chambre du Front Populaire votèrent [1] par 569 pour et 80 contre les pleins-pouvoirs au Maréchal Pétain

Le Front Populaire espagnol connut aussi une destinée funeste : alors

que la Révolution Libertaire initiée par les anarchistes le 19 juillet 1936 essayait, dans des conditions extrêmement difficiles, d'inventer un autre futur, débarrassé de l'Etat et du Capitalisme, le Gouvernement Républicain ne cessa de leur mettre des bâtons dans les roues. Il fut malheureusement aidé par certains anarchistes qui crurent en la sincérité des républicains pour faire barrage au fascisme. Hélas, de nombreux républicains, et à commencer par les Communistes, préférèrent encore le fascisme plutôt que l'Anarchie et en Mai 1937, le Front populaire espagnol poignarda dans le dos les révolutionnaires anarchistes de la CNT-AIT et les communistes hétérodoxes du POUM. Ce fut la fin de la révolution et peu de temps après la défaite contre les fascistes.

Que l'Histoire nous serve de leçon : quand les travailleurs sont unis, qu'ils agissent directement par eux même, sans obéir aux consignes des partis politiques qui finiront toujours par trahir, alors les travailleurs et plus globalement la classe populaire peuvent faire des choses magnifiques et grandioses, elle peut même conquérir le ciel. Si les travailleurs abandonnent leur autonomie et leur capacité d'initiative à des représentants, qu'ils soient politiques ou syndicalistes, ils seront tôt ou tard promis à servir de chair à canon, pour l'Etat, pour le Capital, ou pour une faction politique contre une autre.

Misère, changement climatique, racisme et montée des idées identitaires ou religieuses, inégalités en tous genres ... Oui, c'est vrai,

nous avons besoin d'un changement radical de société, une rupture avec l'ordre dominant. A celles et ceux qui rêvent d'un Front Populaire par les urnes, nous les mettons en garde contre les déceptions à venir : comment ces politiciens de gauche, dont Mélenchon est la caricature, qui ont été de tous les échecs depuis 1981, peuvent représenter un quelconque espoir de rupture avec un Système qui – littéralement – les nourrit, que ce soit sous la forme de leur rémunération comme élu ou sous la forme de subvention d'Etat à leur Parti politique ou à leur syndicat ?

Notre seul espoir ne peut venir que de notre auto-organisation, de manière autonome et horizontale, sans leader, sans porte-parole, sans personne qui parle en notre nom. Alors oui, comme à l'époque du Front Populaire, plutôt que d'attendre passivement un quelconque sauveur sortie des urnes (surtout que le résultat risque d'être plutôt celui de l'extrême droite), dès maintenant et sans attendre :

OCCUPONS NOS USINES, OCCUPONS NOS ENTREPRISES, OCCUPONS NOS HÔPITAUX, OCCUPONS NOS FACS ET NOS LYCEES ! CONTRE LE FASCISME ET POUR LA VIE ! GREVE GENERALE !

CNT-AIT : Anarchosyndicalisme !
contact@cntaittoulouse.lautre.net

contact@cnt-ait.info <http://cnt-ait.info>

Blocus de la citadelle de Joffre, les lycéens de Montpellier.

A la commémoration de la commune samedi dernier à Paris, nous avons rencontré un lycéen qui était monté de Montpellier et avec qui nous avons discuté sympathiquement. Nous lui avons donné notre hampe de drapeau pour qu'il puisse y accrocher sa banderole "vive la commune" qu'il avait amené depuis Montpellier. Il a apprécié le geste.

Comme il nous avait raconté qu'ils avaient bloqué son lycée pendant un jour, nous lui avons proposé s'il le voulait de faire un petit compte rendu pour publication dans notre journal. Voici le texte qu'il propose. (Le Syndicat de Combat Héraultais Lycéen auquel il fait référence est un groupe lycéen lié à CNT-SO, mais qui à mon avis ne comprend pas trop les différences entre les CNT, déjà parce qu'ils ne les connaissent pas.) Le jeune qui a écrit ce texte n'est dans aucun groupe particulier :

Blocus de la citadelle de Joffre, les lycéens de Montpellier font front et apportent leur soutien aux peuples meurtris.

« 16 mai, dès 6h, une cinquantaine de compagnes et compagnons se sont rassemblés pour bloquer les nombreuses portes du Lycée Joffre. Un seul mot d'ordre : solidarité avec les massacrés de tous les continents. Si Gaza est centrale dans le débat public, n'oublions ni le Congo, ni le Soudan, ni tous les autres peuples qui souffrent, si peu

médiatisés...

L'action, planifiée en deux assemblées générales et relayée sur les réseaux, s'est faite sous la direction d'aucune force politique mais à la force de caractère et d'ingéniosité de chacun. Si le mouvement a rassemblé jusque 150 élèves, c'est en grande partie des petits groupes qui se sont répartis les tâches ; réunir les poubelles, les barrières, la brigade des artistes (et leurs jolies peintures sur les murs et trottoirs de la ville), les gardiens de portes et enfin les cuisiniers. En effet, bloquer toutes les allées et venues du lycée a permis d'organiser un barbecue aux yeux et à la barbe du commissariat ; au menu chipolatas et merguez. Pendant toute la journée, dans la joie et le partage, ce fut une formidable expérience de solidarité lycéenne.

Mener une action d'ampleur apparaît ainsi comme accessible et du ressort de quelques individus, affranchis de tout parti politique. Les compagnes et compagnons du Syndicat de Combat Héraultais Lycéen (SCHL) sont par ailleurs venus nous prêter main forte, vive l'anarcho-syndicalisme !

Nous élèves de Terminale furent émus de constater que la relève est bien là : sur les barricades furent présents de nombreux secondes et premières, avec la même rage de vaincre.

Nous lycéens, avons un rôle à jouer dans ce monde mal fait, organisons-nous ! »

Les trois textes en suivant sont des réactions de lecteurs suite aux précédents articles consacrés à l' Education parus dans Anarchosyndicalisme. Concernant l'école, la position de la CNT AIT est claire et ce depuis longtemps : l'école est un des piliers du système capitaliste ; son rôle essentiel est de fournir au système les travailleurs dont il a besoin en favorisant la reproduction presque à l'identique des classes sociales.

En conséquence, on peut affirmer que s'il peut exister une pédagogie libertaire, il ne peut pas y avoir dans le cadre du système capitaliste d'école libertaire. Que faire alors ? Débat aussi vieux que le système capitaliste. C'est un des rôles de notre journal que de permettre la confrontation des points de vue. Salutations anarchistes.

« J'ai lu votre dernier journal et je souhaite participer au débat que vous avez ouvert sur l'utilité ou non pour les anarchistes de s'impliquer dans l'éducation des jeunes, d'une part, en répondant un grand "OUI !" à cette question et, d'autre part, en partageant avec vous quelques questions qui me taraudent l'esprit depuis que j'ai lu votre article :

1) Pourquoi, alors que les anarchistes existent et s'intéressent à l'éducation depuis le milieu du 19ème siècle, n'existe-t-il aucune école anarchiste ou libertaire en France aujourd'hui ?

2) Pourquoi, en comparaison à nous, d'autres comme les catholiques, ont-ils su créer et faire perdurer dans toute la France jusqu'à nos jours, des centaines voire des milliers d'établissements scolaires en tous genres (de la maternelle aux études supérieures) ?

3) Malgré toutes nos affirmations (voire notre prétention) à être en capacité de créer et organiser dans l'avenir une nouvelle société égalitaire, solidaire, autogérée, anticapitaliste, libertaire, pacifique, donc anarchiste, comment se fait-il que nous ne sachions même pas poser les prémices de cette société en fondant dès maintenant la moindre école libertaire ?

4) Et comment rendre crédible aux yeux de toutes et de tous notre capacité à organiser une nouvelle société (au plan de l'économie, du fédéralisme, du vivre ensemble, de la paix, de l'éducation, etc...) Si nous ne savons même pas créer entre nous, dès aujourd'hui, la

Aujourd'hui, dans l'hexagone, un système éducatif, pour exister doit répondre à certains critères qui dépendent d'autorisation d'exercer d'organisations étatiques (le fameux "contrat républicain"). Comme nous sommes contre l'état et ses organisations hiérarchiques, une école anarchiste dans ce cadre "sous contrat" ne pourrait ne serait-ce qu'exister.

Une école, classique, comme on en trouve aujourd'hui partout et ce quelles que soient ses convictions religieuses, enseigne le même programme qu'une école laïque et républicaine. Le programme des écoles "sous contrat" est dit national, mais nous ne sommes pas dans cette optique d'état nation et encore moins dans l'Education.

Quand on regarde bien, les plus diplômés sont ceux qui ont des facultés à se plier à cette doctrine du savoir brut, sans l'analyser. Nous serions plutôt pour donner à toutes et tous les "armes intellectuelles" pour que chacun ait une faculté d'analyse, afin d'éviter d'avoir des élites qui soient bien rentrées dans le moule de

la moindre communauté d'éducation libertaire (ou tout autre communauté de vie, de travail, de solidarité, d'éducation sportive et culturelle) ?

5) Est-ce que nous manquons de stratégie ? Est-ce que nous sommes incapables d'appliquer nos beaux principes d'autogestion ? Sommes-nous devenus trop nombreux ? Sommes-nous trop divisés ? Mais alors comment croire pouvoir unifier la société anarchiste à venir si nous sommes incapables nous-mêmes, aujourd'hui, de nous unir ou de nous fédérer au delà de nos divergences forcément secondaires, pour faire autre chose que de dénoncer le capitalisme, les riches, l'Etat, les racistes, les fascistes, la démocratie parlementaire, les inégalités, la violence, les hiérarchies, etc...? N'est-il pas temps de chercher à bâtir l'Anarchie par le bas, progressivement, à agir positivement, plutôt que de passer notre temps à maudire sempiternellement et sans résultat nos ennemis (Les libéraux gouvernent la planète et les nationalistes de la plupart des pays européens se rapprochent du pouvoir ou s'y installent sans que nos mots et nos actions empêchent cela), à pleurnicher sur notre sort d'exploités et de victimes consentantes et à attendre une révolution spontanée et instantanée tenant du conte de fées ou du miracle religieux dans une société contemporaine où les anarchistes semblent en voie de disparition ?

Anarchicalement.

B. Rustin

l'Etat pour apprendre à diriger un pays et ses habitants. Faire des études et avoir la faculté de les répéter bêtement, ne fait pas un être intelligent.

Pour réussir dans le système actuel, en fait il faut juste un être doué de connaissance, sans pour autant avoir une faculté d'analyse. Compagnon de Paris



Je partage les questionnements de B. Rustin... Une réponse à ceux-ci se trouve-t-elle dans un idéal de pureté (hérité du christianisme) qui habiterait un trop grand nombre d'anarchistes, leur interdisant d'agir (même au service de nos idéaux) au sein des services publics d'Etat (notre ennemi) de peur d'être damnés ou transformés en statues de sel ? Avec humour...

Une petite réponse amicale en italique au texte du Compagnon de Paris...

Aujourd'hui, dans l'hexagone, un système éducatif, pour exister doit répondre à certains critères qui dépendent d'autorisation d'exercer d'organisations étatiques (le fameux "contrat républicain").

Comme nous sommes contre l'état et ses organisations hiérarchiques, une école anarchiste dans ce cadre "sous contrat" ne pourrait ne serait-ce qu'exister.

Des écoles alternatives existent sous contrat et hors contrat... Une école ou une classe sous contrat peut être anarchiste ou libertaire dans sa pédagogie, dans sa gestion de classe, dans son rapport élèves/parents/enseignants sans s'afficher ouvertement anarchiste avec banderoles et affiches... En tant qu'anarchistes ne composons-nous jamais avec la société capitaliste et l'Etat ? En profitant de l'hôpital public, de la sécurité sociale, des services publics, en payant des impôts, en faisant nos courses, en y travaillant... en mettant nos enfants à l'école pour la plupart d'entre nous, etc... Pourquoi ne pourrions-nous pas tout autant travailler et agir au sein de l'Education nationale ?

Une école, classique, comme on en trouve aujourd'hui partout et ce quelles que soient ses convictions religieuses, enseigne le même programme qu'une école laïque et républicaine.

Le programme n'est pas important pour nous, ce qui compte c'est la méthode de transmission (que nous voulons libertaire) des savoirs et la relation (que nous voulons libertaire) au sein de la communauté éducative (parents, enfants, personnels)...

Le programme des écoles "sous contrat" est dit national, nous ne sommes pas dans cette optique d'état nation et encore moins dans l'éducation.

D'un Compagnon d'Haïti

J'ai lu et aimé ce retour (ou rappel) historique. 1947 : le premier Premier Mai de la CNT-AIT française <http://cnt-ait.info/2024/04/27/1947-05-01>

Je dis bravo à la CNT-AIT qui a su tenir depuis tout ce temps (même mes parents n'étaient pas encore nés !) et qui lutte encore malgré ses maigres moyens et les difficultés rencontrées.

J'ai retrouvé cette idée (je crois), que j'ai aussi en tête : du moment que ce qu'on vise est juste et bien, le fait que sa réalisation paraisse difficile, voire impossible pour certains, n'est pas une raison de ne pas tenter. Ne pas avoir d'alternative révolutionnaire serait nous condamner à un monde fou où tous les gens seraient réduits à l'état de choses...

Et quand l'Etat veut établir des programmes régionaux ou locaux, nous disons : rupture d'égalité... Le programme "national" donne un cadre mais chaque enseignant est libre de l'adapter à sa guise dans sa classe... De plus chacun sait que les programmes nationaux sont trop ambitieux et chaque enseignant adapte donc son programme à sa classe, voire à chaque élève... Et quel mal y va-t-il par exemple à vouloir apprendre à lire, écrire et compter à tous les enfants de France ?

Quand on regarde bien, les plus diplômés sont ceux qui ont des facultés à se plier à cette doctrine du savoir brut, sans l'analyser.

Les plus diplômés dans quelle branche de savoir ? N'y a-t-il pas d'anarchistes fort diplômés ? Tous les grands penseurs de l'Anarchie ayant fait des études doivent-ils être regardés comme des crétins incapables d'analyse ?

Nous serions plutôt pour donner à toutes et tous les "armes intellectuelles" pour que chacun ait une faculté d'analyse, afin d'éviter d'avoir des élites qui sont bien rentrées dans le moule de l'état pour apprendre à diriger un pays et ses habitants.

Comment faire cela sans agir au sein de l'Education nationale (En tant qu'enseignant ou en créant des écoles sous ou hors contrat)? Simplement en critiquant celle-ci de l'extérieur ?

Faire des études et avoir la faculté de les répéter bêtement, ne fait pas un être intelligent.

Tous les pédagogues mêmes au sein de l'Education nationale, mêmes non anarchistes sont d'accord avec cela. Les élèves qui apprennent et répètent bêtement ne réussissent pas leurs études.

Pour réussir dans le système actuel, en fait il faut juste un être doué de connaissance, sans pour autant avoir une faculté d'analyse.

Cela dépend des matières et n'est pas vrai pour les études supérieures.

F.B Lille



Rien que la vérité des faits

Cela fait maintenant une bonne vingtaine d'année que la CNT-AIT nous dénonçons l'instrumentalisation politique qui est faite de la mémoire de l'exil antifranquiste en France, et notamment de sa participation à la lutte contre l'occupation nazie. [1]

Les exilés espagnols, après avoir été superbement ignoré dès l'après-guerre – l'heure était alors à l'Unité Nationale derrière De Gaulle et/ou les Communistes, et il fallait donner corps au mythe de la France Résistante – sont soudain devenus « tendance » au début des années 2000. Les partis politiques français – toutes tendances confondues – se sont alors souvenus de leur existence. Car entre temps ils avaient eu des enfants, qui dans certaines régions (Sud-Ouest / Occitanie, Paris, ...) représentent un pourcentage de l'électorat qui peut faire la différence à une époque où les élections se gagnent ou se perdent à un ou deux pourcents de différence...

Aussi, on assiste régulièrement à une succession de commémoration dans lesquelles on flatte la fibre identitaire espagnole des descendants d'exilés, mais sans rien dire réellement de ce qui motivait l'engagement politique de leurs aïeux, quand ce n'est pas en le dénaturant complètement. Notamment les dizaines de milliers de réfugiés anarchistes qui s'étaient battus pour la Révolution et l'abolition de l'Etat, se voient désormais au fil des commémoration érigés en défenseurs de la République française, quand ce n'est pas carrément en précurseurs du Pacte de réconciliation nationale (Pacte de la Montcloa), pacte d'oubli et de compromis conclu entre les élites qui a permis le maintien de la Monarchie espagnole après la mort de Franco ! Il faut dire aussi que les politiciens ont eu le bon goût d'attendre que les acteurs directs de l'exil espagnols soient tous décédés, cela leur évita d'avoir à entendre leurs protestations contre ces manœuvres.

Toutefois, toutes et tous les descendants d'exilés ne sont pas dupes des magouilles politicardes. Ainsi, le CTDEE (Centre Toulousain de Documentation sur L'Exil Espagnol) vient d'adresser une réponse à l'AAGEF-FFI (Amicale des anciens guérilleros

espagnols en France – FFI), suite à leur invitation, à participer en compagnie de l'Etat, de ses forces armées et de police, et de deux partis politiques (Parti Communiste et la France Insoumise), à une cérémonie militaire bénéficiant du label officiel « Mission libération de l'Etat », le 1er juin 2024.

Le CDTEE – qui a été invité fort tardivement, 5 jours seulement avant l'évènement – décline l'invitation au motif qu'il ne rentre pas dans ses activités de participer à des cérémonies militaires, mais aussi que l'AAGEF participe du révisionnisme ambiant républicain, visant à faire croire que l'ensemble des exilés antifranquistes étaient unanimes et que tous ceux qui ont pris une part active à la résistance contre le nazisme se groupaient derrière le Parti Communiste et ses Guérilleros ...

Nous relayons ici cette lettre ouverte du CDTEE, car nous en partageons les analyses et les conclusions.

Fernand PELLOUTIER, l'anarchiste pionnier du syndicalisme révolutionnaire français disait « on ne s'assied pas aux tables que l'on souhaite renverser ». De la même façon, on ne saurait défilier avec les institutions (Etat, police, armée) dont la responsabilité dans le martyre des exilés espagnols en France dès 1939 est écrasante.

Des compagnes et compagnons de la CNT-AIT



CENTRE TOULOUSAIN DE DOCUMENTATION
SUR L'EXIL ESPAGNOL

12, rue des cheminots 31500 Toulouse
09 61 42 74 48/05 62 18 57 80/09 82 57 24 75
exilespagnol.tlse@gmail.com

Courriel :

A AAGEF-FFI
6 rue du Lieutenant-Colonel Pelissier
31000 Toulouse

Toulouse le 28 mai 2024

Mesdames, Messieurs,

Suite à votre courrier du 25 mai 2024 nous invitant, tardivement, à participer à une journée commémorative, le 1er juin, en HONNEUR AUX GUÉRILLEROS ESPAGNOLS, LIBÉRATEURS DE FOIX, nous nous voyons dans l'obligation morale de vous préciser que nous n'y participerons pas et ce pour plusieurs raisons, que nous allons expliciter ci-dessous :

1- S'il n'est pas dans notre vocation première de participer à des manifestations de type politico-militaro-mémorielles, nous n'en oublions pas pour autant les combats qu'ont menés les réfugiés espagnols contre le nazisme, pour certains dès 1939, de manière autonome ou dans les rangs de la Résistance française et anglaise et selon toutes sortes d'autres modalités. Pour notre part, nous privilégions plutôt leur apport à la vie citoyenne et sociale des lieux où ils ont travaillé, étudié pour certains, avec leur souci permanent et têtue de lutter contre le franquisme, tout en valorisant leur culture populaire et celle de leur pays d'origine. Nous n'en voulons pour preuve, parmi d'autres activités, que la parution semestrielle – depuis maintenant 10 ans – de nos Cahiers du CTDEE et la commémoration, tous les ans, le 19 juillet, de la réponse populaire au soulèvement des factieux du 18 juillet 1936. Dans un autre ordre d'idées, ajoutons aussi la Journée du livre de l'exil espagnol qui tous les deux ans regroupe des auteurs s'intéressant de manière large à l'Espagne et à ses exilés ; cette année la journée aura lieu le 23 novembre.

2- Votre sempiternelle mise en exergue exclusive des Guérilleros met clairement en évidence la prétention, déjà à l'œuvre en 1944, d'enrôler la totalité des résistants espagnols dans cette structure alors qu'un grand nombre d'entre eux étaient disséminés dans des groupements français ou multinationaux (par exemple 50 Espagnols au Plateau des Glières ou parmi 26 nationalités dans la Division Leclerc). Les Guérilleros étaient « le bras armé » de la UNE (Unión Nacional Española) contrôlée par le PCE (Partido comunista de España) et le PSU de C (Partit socialista unificat de Catalunya), deux organisations à cette époque de la sphère soviétique, et donc fatalement stalinienne.

3- La malencontreuse plaque à la gloire de Guérilleros – En hommage aux Guérilleros Espagnol - FFI et autres combattants de la liberté morts pour la France – posée subrepticement sur une place publique de Cahors en 2011, en même temps qu'une plaque bien venue et consensuelle – PLACE DES RÉPUBLICAINS ESPAGNOLS –, a donné lieu à une vive polémique et suscité une pétition à la demande d'une association historique et mémorielle (Recherche et documentation d'Histoire contemporaine) qui demandait qu'une formulation moins partisane – En hommage aux Espagnols morts pour la liberté –, soit adoptée. Le CTDEE a signé cette pétition ainsi que nombre d'autres associations mémorielles. Trois cents personnes, la grande majorité réfugiés/es ou descendants/es de la 2e ou 3e génération, parfois même anciens résistants, des personnalités scientifiques aussi notables que Geneviève Dreyfus-Armand ou Pierre Laborie se sont également engagées. Elles n'ont



reçu, de votre part, qu'injures et opprobre. Remarquons aussi que des personnalités représentatives de l'exil espagnol à Toulouse n'ont pas hésité une seconde : par exemple José Martínez Cobo (PSOE-UGT), Floréal Samitier (CNT), le peintre et sculpteur Joan Jordà, Antonio Nacenta et Francisco Larrea (membres du groupe de passeurs de Francisco Ponzán Vidal), les universitaires Vida Mansó/Zabraniecki, Tomás Gómez, Mario Borillo, qui a commencé son parcours d'exil en 1940 à Castelnau-Durban (voir point 4), etc.

À cette occasion on a pu observer quelques rebondissements significatifs :

la MJC (Maison des jeunes et de la culture) de Cahors a demandé que son nom soit retiré de la 2e plaque.

Rodolfo Llopis-Boyé, fils de Rodolfo Llopis-Ferrándiz (ancien Ministre de la République Espagnole, ancien Président du Conseil de la République en exil et ancien Secrétaire Général du PSOE en exil, pendant 34 ans) a déclaré : « Croyez que je suis à vos côtés dans votre démarche de rétablir la vérité historique concernant les Guérilleros. Je pense en ce sens rester fidèle à la mémoire de mon père. Je reconnais avoir été piégé à Cahors... »

-Les historiens, hispanistes et universitaires, membres de L'association Présence de Manuel Azaña de Montauban, en février 2012, ont soutenu avec indignation l'historienne reconnue, Geneviève Dreyfus-Armand, victime de propos mensongers, diffamatoires et surtout anonymes écrits dans le bulletin n° 124 de l'Amicale des Anciens Guérilleros en France FFI. Le regretté Pierre Laborie, historien et directeur d'études à l'EHESS, concluait : « ...La mort de la République espagnole a été le triomphe indigne de l'injustice dans l'histoire. La fidélité à cette longue blessure et au sacrifice de nombreux républicains espagnols dans la Résistance en France impose des exigences éthiques à ceux qui s'en prévalent. Il y aurait une nouvelle trahison à abandonner cette noble cause au risque d'imposture que font courir certaines reconstructions opportunes de la mémoire. "Il n'y a pas de repos dans la vérité" écrivait Albert Camus (Combat, 29 mars 1945) qui, à propos de l'Espagne et de la Résistance avait quelques titres à faire valoir ».

14 ●●●●Repères●

Quant aux échanges qu'a eus Ángel Carballeira (membre de notre association) avec Lionel Jospin, alors à la tête de la Commission de rénovation et de déontologie de la vie publique, ils n'ont pu que le conforter dans sa démarche.

Le fait que votre association soit restée complètement sourde à ces demandes, pourtant bien modérées, illustre combien votre souci de représentativité publique hégémonique l'emporte sur le bon sens et l'éthique.

4- Tuerie de Lacazasse

Bien qu'on veuille imposer un silence assourdissant sur cet évènement qui s'est produit dans le hameau de Lacazasse, commune de Castelnau-Durban, le 15 juillet 1944, cinq semaines avant la Libération de l'Ariège, n'en ont pas moins été assassinées, dans des conditions atroces, 7 personnes dont deux enfants – Isabelle 7 jours et sa sœur Prosperitat 6 ans. Cette tuerie, qui présente bien des similitudes avec celle perpétrée dans la commune d'Auriol en juillet 1981 par des nervis du SAC (Service d'action civique), un de nos adhérents, Ángel Carballeira, a décidé de la documenter et pour cela a enquêté dans la commune de Castelnau-Durban et dans divers centres d'archives ; il en fait un Dossier que nous avons publié dans le n° 15 des Cahiers du CTDEE : « La véritable Justice ce n'est pas la vengeance, mais la mémoire ». Un historien local, André Baland, spécialiste des maquis ariégeois du Couserans et de la Crouzette, a permis de situer l'évènement dans son contexte spatio-temporel. Sans aucune ambiguïté la responsabilité de cette tuerie incombe à des Guérilleros. André Baland a d'ailleurs publié les résultats de ses recherches dans le Maitron.

Devant l'immobilisme et l'inertie générale, Ángel Carballeira a publié et diffusé, à ses frais, un rapport succinct sur le massacre de Lacazasse qu'il a intitulé On n'écrit pas l'Histoire avec une gomme [joli titre]. Pour illustrer la violence aveugle qui s'est abattue à cette époque sur des réfugiés non-staliniens, il a même joint un court document sur l'assassinat (le 21 octobre 1944) d'Auxiliano Benito

Pérez, secrétaire de la section toulousaine du PSOE. Une très belle photo d'Enrique Tapia sur son enterrement rapporte cet épisode. Une foule estimée à 6 000 personnes était présente ce jour-là.

Évidemment, ces évènements dramatiques n'ôtent rien à la valeur de l'engagement des Espagnols dans la Résistance, qu'ils soient Guérilleros ou pas ; mais à vouloir les occulter, on trahit radicalement leur engagement pour un monde meilleur... et aussi, malheureusement, la vérité historique.

En conclusion :

L'exil républicain espagnol n'a pas été monolithique, loin s'en faut. Les fractures entre républicains espagnols ont même été annonciatrices des affrontements entre les gauches totalitaires et non-totalitaires. Bien sûr, cela s'est joué dans le temps – parfois avec des sauts brusques – au niveau de la philosophie politique des uns et des autres. Sans même tenir compte des antagonismes antérieurs, si l'on veut mettre une date précise sur ce divorce total dans l'exil, nous avancerons la date du 11 juillet 1948.

Pourquoi le 11 juillet 1948 ? Ce jour-là s'est tenu un grand meeting, à la Mutualité à Paris, pour réclamer le retour des pilotes et marins de la République espagnole internés au camp de Karaganda, dans le Goulag soviétique. Toutes les organisations politiques de l'exil étaient représentées. Absolument toutes... Exceptés le Partido Comunista de España et le Partit Socialista Unificat de Catalunya. Faut-il dire pourquoi ?

Albert Camus s'est résolument engagé, aussi, dans cette bataille... prémonitoire ? Il faut imaginer Sisyphe heureux.

La présidente du CTDEE

Placer Marey-Thibon

PS : Nous considérons ce courrier comme une lettre ouverte

Réforme ou Révolution ?

Cette situation misérable des travailleurs qui sont sous le joug de l'exploitation, de l'oppression et de la tromperie ne changera pas, se contentant d'améliorer le niveau de vie des travailleurs et leurs conditions de travail comme le préconisent les intellectuels capitalistes, que cette amélioration passe par des actes de droiture, de charité et de aumônes qui peuvent venir de certaines personnes charitables, ou à travers un réformisme dont l'essence est d'augmenter la part du travail dans la valeur ajoutée, à la lumière de la continuation du rapport de production capitaliste. Ce capitalisme est ce qui crée nécessairement cette situation misérable, pour maintenir la contrainte des travailleurs à vendre leur force de travail. Cette situation est en réalité modifiée par la libération de la classe ouvrière du système d'esclavage du travail salarié, que ce soit pour l'État ou le capital, et la fin de la division dans la société entre ceux qui commandent et ceux qui obéissent, entre ceux à qui on commande et ceux à qui on obéit. Cela ne se produira que grâce à l'action révolutionnaire de la

grande majorité de la classe ouvrière. Même si les besoins vitaux des gens en tant qu'animaux les obligent à renoncer à cette liberté en échange de nourriture, de sécurité et d'illusions, leur besoin de liberté en tant qu'êtres humains continuera à exister. Poussez-les à l'obtenir.

C'est précisément pourquoi la lutte des classes entre ouvriers et capitalistes ne prendra fin qu'avec un autre système social garantissant la fin des conditions d'esclavage et éliminant ainsi les causes de la lutte des classes.

Sameh Saeed Abboud (pour en savoir plus sur cet anarchiste égyptien, décédé en 2018 : <http://cnt-ait.info/2020/07/25/sameh-saeed-abboud>)

AGENDA

Nos permanences hebdomadaires,
Tout les samedi de 17H à 19H.

Le Collectif des Travailleurs de
l'Aéronautique et d'Ailleurs
Organise régulièrement des réunions sur la
situation économique du secteur de
l'Aéronautique
facebook : @collectif.travailleurs.en.lutte
Pour tout renseignement contactez : CNT-AIT
Toulouse
7, rue St Remesy, 31000 Toulouse

SIA (Solidarité Internationale Antifasciste):
Continue ses actions en
faveur des réfugiés et notamment des mineurs
isolés. Nous avons besoin
de votre soutien ! Nous sommes aussi
demandeur de soutien sous forme de temps à
partager pour
nos activités, de fournitures scolaires ou produits
de première
nécessités. n'hésitez pas à passer aux
permanences le samedi après midi
à notre local, pour un moment de partage.

Les Initiatives CNT-AIT regroupent des
personnes qui se retrouvent dans
les principes, tactiques et finalités de
l'Anarchosyndicalisme, et
souhaitent commencer à oeuvrer localement
pour diffuser nos idées et nos
pratiques.

Si vous aussi vous souhaitez créer localement
une initiative CNT-AIT, ou
rejoindre un projet en cours, n'hésitez pas à
prendre contact avec nous
par mail (contact@cntaittoulouse.lautre.net) ou
par courrier (CNT-AIT, 7
rue St Rémy 31000 TOULOUSE)

Pour en savoir plus :

Déclarations de principes et statuts de la CNT-
AIT
[http://www.cntaittoulouse.lautre.net/spip.php?](http://www.cntaittoulouse.lautre.net/spip.php?rubrique141)
rubrique141
L'Anarchosyndicalisme en question et
Fédéréseau : [http://blog.cnt-ait.info/post/](http://blog.cnt-ait.info/post/Anarchosyndicalisme)
Anarchosyndicalisme

Des nouvelles de Perpignan.

En 2023, le 10,12 : Rencontre, gilets jaunes, à la Commune du Maquis. Minerve. Durant toute une journée, 3 d'entre nous, 2 affiliés à la CNT-AIT, une copine sympathisante et un GJ de Perpignan assistons, aux assemblées du dimanche. Les débats sont riches et intéressants (situation sur les luttes sociales actuelles, échanges et analyses sur nos positionnements, engagements et éventuelles perspectives.) Une trentaine de personnes présentes. Concrètement, une décision d'action directe de solidarité pour un gilet jaune subissant un contrôle judiciaire arbitraire, est prise. Ainsi nous nous rendrons devant le TGI de Béziers pour protester contre cette mesure.

De plus, une campagne d'envoi de courrier au TGI de Béziers a été réalisée et menée à bien, chose positive et étonnante, la levée du contrôle judiciaire fût presque immédiate, haut les cœurs !!! La solidarité collective donnerait-elle ses fruits, parfois? La preuve que oui. Cela nous paraît relativement encourageant.

Le 17 01 24 : Présence devant la Préfecture de Perpignan contre les violences et abus de pouvoir du gouvernement en Iran, durant 2 heures.

Le 26 01 24 : Nous participons aux manifestations-blocages des paysans sur Le Boulou et Péage Sud Perpignan ; notamment organisées par la Confédération Paysanne et autres syndicats agricoles. Manif et blocage plutôt réussis, bon contact dans l'ensemble avec les autres divers militants.

En fin d'après-midi nous nous rendons au péage de l'autoroute au sud de Perpignan. Là, l'accueil majoritairement FNSEA, est moins simple et chaleureux : petite présence de gilets jaunes ; on ne reste pas trop longtemps, compte-tenu de l'ambiance assez froide de certaines, et certains.

Bien-entendu, nous demeurons fort critiques quant aux résultats contre productifs obtenus et leurs organisations trop pyramidales... Personne n'a oublié les mesures négatives (tant socialement qu'écologiquement) prises par le pouvoir suite à de telles manifestations.

Par la suite, participation à divers événements contre le « génocide » du peuple palestinien sur Perpignan et Figières en catalogue Espagne.

Le 23 04 2024 : À Figières, en collaboration avec les copains de la CNT-AIT, présence avec notre table de presse à la foire du livre, nous partageons 2 tables avec les copains catalans, composées de matériel de propagande en castillan, français et catalan. Cela toute la journée en compagnie d'une compagne et d'un compagnon affiliés au syndicat de Figières.

Avec l'association « Germà », qui veut dire « frère » en catalan ; nous participons à divers actes de solidarité en but d'aider des « sans papiers ».

Enfin, en fonction de notre disponibilité, nous nous efforçons de faire au moins une table de presse par mois, soit au parc des expositions, soit à la place Cassagne le dimanche matin. À Perpignan, bien-sûr, car nous risquons ainsi de toucher éventuellement plus de monde que dans nos plus petites villes et villages. En effet, le marché de la place Cassagne et le parc de l'expo (les puces du dimanche matin), sont assez fréquentées.

Ricardo et Antartica fraternellement.

Nous venons d'éditer une nouvelle série d'autocollants rouges et noirs, du plus magnifique effet pour égayer les rues de vos villes et quartiers. Plusieurs modèles sont disponibles (en plus des 3 présentés ici). Nous demander la liste complète par mail (contact@cnt-ait.info)

Nous les envoyons par paquet de 25, 50 ou 100. (vous pouvez mélanger les modèles). Le prix (port compris) est de 2,50 € pour 25, 5 € pour 50, 7,50 € pour 100 exemplaires.



EUROSATORY, SUPERMARCHÉ DE LA MORT !

Du 17 au 26 juin, comme tous les 2 ans, le Salon Eurosatory va se dérouler en France. Ce salon se présente comme "l'événement mondial terrestre et aérien de référence pour la Défense et la Sécurité (D&S)." en d'autres termes, c'est la plus grande foire mondiale des marchands de canon, dont les affaires - qui ont toujours été florissantes - s'annoncent encore plus juteuses. Plus d'une centaine de guerres, massacres, tueries, boucheries et même génocides sont actuellement en cours partout sur la planète ... Sans compter les points chauds qui ne demandent qu'à exploser. Ce supermarché international de la mort va réunir plus de 1900 exposants de plus de 60 pays. Les industriels israéliens, dont les organisateurs du salon trouvaient normal qu'ils viennent faire leur promotion au même titre que tous les autres dealers de mort, ont finalement été priés par le gouvernement français de ne pas venir. Certainement par une crainte que cette présence n'entraîne des troubles à l'ordre public par une opinion chauffée à blanc.

Mais cette indignation de l'opinion publique devrait être dirigée contre tous les pays (y compris la France) qui participent à ce salon écœurant. Notamment, le même mouvement qui s'est ému de la présence des entreprises israéliennes à Eurosatory devrait se mobiliser avec force contre la présence des entreprises turques, car leurs « produits » sont aussi inhumains que les produits israéliens. Les drones militaires turcs ont semé la désolation au Tigré en Ethiopie entre 2020 et 2022 (800 000 morts, qualifié de « crimes d'atrocité » par la Conseillère spéciale des Nations unies pour la prévention du génocide¹). Les drones turcs continuent de détruire et de tuer au Nord Est Syrien (le Rojava), au Soudan (18 millions de personnes en risque aigue de famine) ou encore sont utilisés dans l'épuration ethnique que mène l'Azerbaïdjan au Haut-Karabakh. Toute la gauche, de la plus molle aux plus révolutionnaires, qui dit apporter son soutien à la "révolution" du Rojava, devrait exiger - avec la même rage qu'elle l'a fait contre Israël - que la Turquie soit exclue d'Eurosatory. Mais voilà, cette gauche est aux abonnés absents. Le Rojava peut crever sous les armes turques, le milieu militant regarde exclusivement ailleurs ...

Et que dire des 612 exposants français (cocorico ! la mort apportée par

des armes bleu blanc rouge serait-elle plus douce ? Des 159 exposants des Etats Unis d'Amérique ou encore des 58 exposants de la République Populaire de Chine - qui mène actuellement un véritable ethnocide contre les populations Ouighours (au Xinjiang) ou encore tibétaines et exerce une dictature implacable sur l'ensemble de la population chinoise ?

Le scandale d'Eurosatory ce n'est pas la présence d'entreprises de tel ou tel pays ... Le scandale c'est l'existence même de ce salon !

**LEURS PRODUCTIONS D'ARMES, NOS MORTS !
INDUSTRIE D'ARMEMENT : NI ICI, NI AILLEURS ! A BAS
LA GUERRE ! VIVE LA FRATERNITE HUMAINE ! POUR
LA REVOLUTION SOCIALE ET LIBERTAIRE !**

1. *Conjointement avec des anarchistes de la Corne de l'Afrique nous avions à l'époque dénoncé l'usage des drones turcs par l'armée Ethiopienne contre la population du Tigré. Cf. <http://cnt-ait.info/2022/02/27/tigre-ukraine> : Du Tigré à l'Ukraine, non à la guerre, non à l'impérialisme ! Solidarité internationale ! Paix aux chaumières, guerre aux palais !*



Le TAI Anka est un drone de combat, développé par Turkish Aerospace Industries (TAI)

Camping d'été :

Enfin rappelons que comme chaque année depuis plus de 30 ans la CNT AIT organisera du dimanche 28 juillet au samedi 3 août son camping annuel sur un terrain arboré, au bord d'une rivière à l'écart d'un village du sud Aveyron. Toutes les activités du camping (pratiques : courses et cuisine des repas pris en commun etc...) ou culturelles (conférences, séances de formations ...) sont auto gérées par les campeurs qui décident en assemblée. Tous les lecteurs du journal y sont cordialement invités. Pour plus d'info, voir avec un militant de la CNT AIT ou écrire au journal.



Vie de la CNT-AIT ... Vie de la CNT-AIT ... Vie de la CNT-AIT ... Vie de la CNT-AIT ...

Appel à nos lecteurs :

Tout d'abord

Merci pour votre fidélité à Anarchosyndicalisme le journal, comme toute presse écrite militante doit pour chaque numéro faire face à des difficultés de trésorerie. Tour de force contre vents et marées il paraît son prix reste pour l'heure inchangé 2€ le numéro. Mais paradoxalement, nous avons un lectorat fidèle à nos contenus qui nous donnent une crédibilité par la visibilité des valeurs et idées que nous affichons et est souvent cité depuis les six dernières années à l'extérieur.

Mais nous avons besoin de renouveler le matériel et le logiciel pour sa fabrication. Deux ordinateurs portables sont nécessaires pour assurer la fabrication du journal et le fonctionnement en réseau de la CNT-AIT avec une communication optimum. Nous lançons donc un appel à don militant pour pouvoir continuer à vous livrer un journal de qualité. Et assurer une liaison nécessaire et indispensable de région à région,

Sentiments

Anarchosyndicalistes

Adresse de contact pour la réception des dons
CNT-AIT 7 rue Saint Rémésy
31000 Toulouse

contact@cntait.info
contact@ctaitoulouse.lautre.net

brochures récentes de la CNT-AIT

Nouvelles brochures sur la résistance anarchiste à l'aliénation spectaculaire sportive. La CNT-AIT vient d'éditer deux brochures pour contribuer au débat sur le sport spectacle, son utilisation idéologique comme opium moderne du peuple et un retour sur les campagnes de boycott passées.

« LE BOYCOTT DE LA COUPE DU MONDE D'ARGENTINE 1978 : Enjeux, acteurs, résultats. » et « LE MAI 68 DES FOOTBALLEURS »

Cette brochure propose de revenir sur deux événements militants en lien avec le sport, pour une réflexion critique à la fois sur le sport, les compétitions sportives, et les campagnes de boycott associées.

- la brève occupation du siège de la Fédération française de football pendant les événements de Mai 68. Cet épisode montre que dans des situations révolutionnaires c'est l'ensemble de la société qui est remise en question, même dans les endroits auquel on s'attend a priori le moins.

La campagne de boycott du « Mundial de Foot » en Argentine en 1978, pour protester contre la dictature militaire dans ce pays. Cette campagne fut à ce jour la plus significative de toutes les campagnes de boycott de compétitions sportives internationales. Les différents textes compilés

proposent d'aborder cette campagne sous différents angles - autant historiques qu'analytique des modes d'action - de façon à participer à un débat quant aux objectifs, aux succès et aux limites de ce type de registre militant.

COUPE DU MONDE, FRIC IMMONDE : De l'Argentine 78 au Qatar 2022, 45 ans de boycott anarchiste de la coupe du monde de foot

L'utilisation des spectacles sportifs à des fins de contrôle du peuple ne date pas d'hier. Déjà à l'époque Romaine les Jeux du Cirque étaient un pivot de la paix sociale, fondant la légitimité du Pouvoir politique, économique, social et culturel des dirigeants romains, qu'ils aient été républicains ou aristocratiques. Juvénal, poète romain de la fin du premier siècle, a dit que tout ce dont le peuple a besoin ce sont « du pain et des jeux » (« panem et circenses »). Selon lui, pour soumettre le peuple décadent de Rome à sa volonté, il suffisait de lui offrir de quoi manger (du pain) et de beaux spectacles (des Jeux) qui le satisferont amplement. C'est pour cette raison que l'on distribuait gratuitement du pain dans la ville et que l'entrée aux Jeux était elle aussi gratuite. Les empereurs romains étaient très attachés à cette tradition qui leur permettait d'avoir la mainmise sur le peuple sans avoir besoin de recourir à la force.

LE BOYCOTT DE LA COUPE DU MONDE D'ARGENTINE 1978 : ENJEUX, ACTEURS, RESULTATS

ET MAI 68 - LE MAI 68 DES FOOTBALLEURS



COUPE DU MONDE, FRIC IMMONDE

DE L'ARGENTINE 78 AU QATAR 2022, 45 ANS DE BOYCOTT ANARCHISTE DE LA COUPE DU MONDE DE FOOT



Soutien aux esquiveurs

Depuis plus de deux ans que les armées de la fédération de Russie ont déclenché une guerre ouverte avec l'Ukraine, des voix contre la guerre essaient de se faire entendre des deux côtés de la ligne de front, et ceci malgré le fracas des armes.

Nous essayons, avec nos petits moyens et avec votre aide précieuse, de faire entendre ces voix dissidentes.

Nous avons traduit un texte de nos compagnons du groupe Assembleia de Kharkov, à propos du mouvement des "Esquiveurs" en Ukraine, ces jeunes qui refusent d'aller se sacrifier pour la Patrie et les oligarques. Le texte est disponible en ligne ici :

"Esquiveurs" de tous les pays, unissez-vous ! <https://nowar.solidarite.online/blog/esquiveurs-de-tous-les-pays-unissez-vous>

Nous avons aussi copié / collé ce texte à la suite de ce message
Nous devrions sortir prochainement un nouveau numéro de notre bulletin que nous vous enverrons par voie électronique. Si vous souhaitez recevoir le format papier, merci de nous envoyer un mail en retour.

Le mouvement des "Esquiveurs" existe aussi en Russie, pour les mêmes raisons, avec les mêmes moyens de débrouille et d'ingéniosité. Nous consacrons d'ailleurs une part importante de nos ressources militantes à accompagner des déserteurs russes qui ont fui vers la France où ils ont déposé des demandes d'asile politique. Les démarches administratives sont longues et fastidieuses, mais grâce au réseau de solidarité, le moral de nos jeunes protégés est bon.

A ce jour ils ont tous obtenu le statut de Réfugié Politique Guerre aux palais, paix aux chaumières !

Olga Taratuta
contact@solidarite.online

=====

"Esquiveurs" de tous les pays, unissez-vous !

Article du site internet de la Confédération des Révolutionnaires Anarchosindicalistes, section en Russie de l'Association Internationale des Travailleurs (KRAS-AIT)

Traduction : Olga Taratuta

À la veille de la prochaine Journée internationale de solidarité avec les objecteurs de conscience, célébrée chaque année dans le monde entier le 15 mai, des anarchistes ukrainiens du groupe « Assemblée » de Kharkov et d'autres compagnons nous ont envoyé une sélection de documents sur la façon dont la population ukrainienne réagit à la nouvelle loi sur la mobilisation, qui a été récemment adoptée par le parlement de ce pays.

À en juger par ces rapports, l'indignation contre la mobilisation s'accroît, les gens « votant de plus en plus avec leurs pieds ». Les

hommes tentent par tous les moyens de quitter l'Ukraine.

Ainsi, Borys Laboyko, originaire de Berehovo, a réussi à échapper aux gardes-frontières au poste de contrôle d'Astey et à se rendre en Hongrie. Alors qu'il tentait de traverser la frontière ukraino-hongroise, l'homme a été emmené au bâtiment administratif du poste de contrôle pour vérifier ses documents, mais il a commencé à courir. En chemin, les gardes-frontières l'ont rattrapé et l'ont jeté à terre, mais il s'est à nouveau échappé et a traversé le poste de contrôle du côté hongrois, où les gardes-frontières ukrainiens ne sont pas autorisés à pénétrer.

Ce n'est pas le seul cas. Par exemple, une vidéo montrant un homme fuyant à travers la frontière avec la Moldavie a été diffusée en ligne. Plus tôt, sur la route près du village de Mayaki, près d'Odessa, près de la frontière moldave, à proximité de la frontière moldave, des Ukrainiens ont abandonné leurs véhicules personnels sur le bord de la route et se sont simplement enfuis vers le pays voisin.

Parfois, des incidents plus graves surviennent. Le 3 mai, dans la ville de Vinogradov, région de Transcarpatie, un groupe d'habitants du village d'Onok, district de Berehiv, a bloqué la sortie du centre de recrutement local (T-TsK[1]) local. Ils ont expliqué que les commissaires militaires voulaient mobiliser deux de leurs concitoyens du village. En signe de protestation, ils ont apporté devant le bâtiment du centre de recrutement des pneus du TCC et des épaves de voitures. Pendant la bousculade, des coups de feu ont été entendus. Les manifestants risquent jusqu'à 7 ans de prison.

À Zaporozhye, les habitants se sont rendus au bâtiment du centre de recrutement local pour exiger la libération d'Evgeniy Butenko. Selon des militants, Butenko a été arrêté chez lui le 3 mai par la police, qui a déclaré « qu'il était recherché ». Cependant, selon les manifestants, le détenu n'avait reçu aucun document de recherche et il n'a pas bénéficié non plus des services d'un avocat. L'épouse de Butenko, qui était à la maison avec un petit enfant au moment du rassemblement, s'est adressée aux habitants rassemblés en soutien. La conversation entre les résidents et cette femme a été enregistrée en vidéo. La police a encerclé le bâtiment du Centre de recrutement pour empêcher les gens d'y entrer. En conséquence, la police et les employés du Centre ont déclaré qu'ils « n'avaient pas Evgeniy Butenko ». Plus tard, l'homme a finalement pris contact, mais il n'a pas été possible de le localiser.

Ceux qui sont contraints de rester dans le pays choisissent souvent de s'installer dans une « zone grise » sociale, évitant tout contact avec l'État pour éviter d'être enrôlés. Le phénomène des « Esquiveurs » (ukhyliant en ukrainien[2]) devient une véritable tendance de société.

Des vidéos extrêmement populaires circulent sur les réseaux sociaux, dans lesquelles des résidents ukrainiens expliquent comment éviter le service militaire et comment ils le font. Les T-shirts et les T-shirts avec l'inscription « Esquiveurs » sont très populaires.

"Environ 650 000 hommes en âge de servir dans l'armée ont déjà quitté le pays, la plupart en recourant à des stratagèmes illégaux", écrit

le journal italien Politico. "Il y a deux ans, les trains quittant Kiev pour l'Europe étaient remplis presque exclusivement de femmes, d'enfants et de personnes âgées qui demandaient l'asile. Cette semaine, environ un tiers des passagers du train dans lequel le correspondant a quitté le pays étaient des hommes en âge de servir.»

Même les milieux militaires ont été sérieusement alarmés par le phénomène des « Esquiveurs ». "Vous restez assis tranquillement pendant un moment et tout s'arrangera sans vous, tout ira bien. C'est probablement le premier pas vers le point où tout a commencé à se savoir et où la consolidation des évadés a commencé à fonctionner, parce que ces gens se soutiennent les uns les autres. C'est en quelque sorte leur choix, un choix concernant leur liberté », a récemment admis la télévision militaire ukrainienne « Army TV ».

Le groupe anarchiste de Kharkov "Assembly" a publié sur son site Internet une interview avec un représentant de la chaîne de télégramme ouverte du groupe "Escape" sur l'auto-organisation et l'entraide gratuite dans la question extrêmement dangereuse de s'échapper d'un pays, où les gens sont attrapés dans les rues pour être envoyés mourir pour les intérêts de l'État et du capital.

« Le groupe existe depuis plus d'un an et demi. (...) Cela fonctionne tout simplement. Les touristes, et pas seulement eux, partagent leurs expériences, sans détails précis, avec ceux qui souhaitent se lancer dans le tourisme. Nous disposons à la fois d'un format texte, divisé en plusieurs fils de discussion couvrant différents aspects de la randonnée, et d'un tchat vocal. De plus, il existe une chaîne YouTube où les touristes donnent des interviews. Il existe une base établie de points forts pour voyager.

Je dirai tout de suite que l'objectif principal du groupe est de sauver des vies dans des conditions extrêmes. Préparez ces personnes aux conditions extrêmes dans lesquelles elles pourraient se trouver. » « Oui, nous avons constaté une forte augmentation de l'afflux de personnes au cours du mois dernier. Il y a beaucoup de nouvelles personnes, tant sur la partie au format texte que celle au format vocal. »

"La structure est simple. Il y a des administrateurs qui supervisent le groupe de travail lui-même. Ils veillent à l'ordre, au respect des règles du groupe, etc. Un administrateur s'occupe des interviews avec les personnes qui ont réussi leur sortie et un autre de la plateforme YouTube. Un administrateur supervise la plateforme vocale "Ukhilant FM".

Bien entendu, nous essayons de tout mettre en œuvre pour que ceux qui partent partagent leurs expériences, leurs impressions et d'autres informations sur leur parcours de vie dans le même format vocal ou textuel et, bien sûr, avec certaines conventions.

Il y a ceux qui quittent le projet après leur sortie, il y a ceux qui restent et continuent de partager des informations. Il y a des gens comme moi qui participent à la modération et au développement de ce projet. Tous les gens sont différents".

"La situation évolue chaque jour. De plus en plus d'obstacles

apparaissent sous la forme de barrages routiers, de contrôles dans les gares et bien plus encore."

"La principale chose que vous devez emporter avec vous, c'est votre cerveau et votre ingéniosité. Sans ces deux éléments, le pourcentage de réussite d'une randonnée diminue considérablement. La localisation par téléphone est un mythe. Le mode avion suffit. Idéalement, il faudrait connaître chaque buisson. Mais ce n'est pas le cas ... D'après mon expérience personnelle, Google Maps suffit. »

Un représentant de la chaîne a déclaré que le groupe dispose d'un fonds pour soutenir ses membres. « Il a été lancé il y a à peine un demi-mois. Certains n'ont pas assez d'argent pour acheter un billet, d'autres n'ont pas assez d'argent pour certains équipements. Le fonds est destiné aux

situations d'urgence qui nécessitent une intervention immédiate. "C'est gratuit. Mais il n'est pas facile d'obtenir de l'aide. Il faut passer par plusieurs étapes de vérification pour confirmer le besoin d'aide."

[1] Les centres territoriaux de recrutement et de soutien social sont des organes de l'administration militaire qui veillent à l'application de la législation relative au devoir patriotique et au service militaire, à la mobilisation et à la formation des mobilisés.

[2] Ce mouvement des Esquiveurs existe aussi en Russie <https://nowar.solidarite.online/blog/les-autorit%C3%A9s-de-la-russie-et-de-lukraintendent-de-brise..>



L'Initiative Olga Taratuta soutient les objecteurs de conscience et les déserteurs quelle que soit leur nationalité. Nous nous occupons actuellement de jeunes russes qui ont fui la mobilisation et qui sont venus chercher l'asile en France. Leurs dossiers sont toujours en cours d'instruction. Alors que

l'Etat français dit vouloir la défaite de l'armée russe, il semble qu'il lui soit plus facile d'envoyer des armes qui "retireront" des soldats russes du front, que d'accorder le statut de réfugié à ces mêmes potentiels soldats mais qui se retirent volontairement du front ... Les profits des marchands de canons comptent plus que les vies humaines manifestement ...

Pour aider l'initiative de solidarité Olga Taratuta dans son activité, et notamment nous aider à subvenir au besoin des déserteurs russes demandeurs d'asiles, vous pouvez prendre contact en nous écrivant à : contact@solidarite.online ou par courrier :

OLGA TARATUTA
c/o CNT-AIT 7rue ST Rémésy 31000 TOULOUSE

<http://nowar.solidarite.online/blog>

Dernière minute : Yvan notre dernier Esquiveur Russe vient d'obtenir finalement, après six mois d'attente son statut de réfugié !

SOUDAN : la campagne de soutien aux anarchistes a permis de mettre à l'abri la plupart des compagnons

Depuis le 13 avril 2023, une guerre civile entre deux factions de l'armée (l'armée officielle et les Forces de soutien rapide), ravage le Soudan. Cette guerre est alimentée par des intérêts géostratégiques opposés (Ukraine, Egypte, Iran, Arabie saoudite et Turquie côté armée, Russie et Emirats arabes unis côté FSR)

sur un pays occupant une position géostratégique (contrôle des sources du Nil, contrôle de la Mer Rouge et du commerce par le Canal de Suez). Mais bien plus encore, il s'agit d'une guerre entre deux factions contre-révolutionnaires qui souhaitent écraser le peuple soudanais qui a osé se lever contre la dictature islamiste puis contre la dictature militaire et a osé mettre en place une organisation de la société civile de façon horizontale, via les Comités Révolutionnaires. (Sur la Révolution soudanaise, lire : SOUDAN 2022 : LECONS POUR L'ANARCHISME, <http://cnt-ait.info/2022/01/14/soudan-lecons>)

Les jeunes compagnons anarchistes du Soudan participent au mouvement révolutionnaire. A ce titre, ils sont parmi les victimes des crimes horribles qui s'abattent contre toutes celles et ceux qui osent résister contre les factions armées. Nous avons lancé dans les précédents numéros de notre journal un appel à la solidarité avec nos compagnons africains, appel qui a été entendu en France et plus largement. L'appel a notamment été traduit en Chinois, en indonésien, en tchèque, en anglais, en espagnol, en turc, en arabe, etc. ... Il a été relayé par d'autres groupes, des débats solidaires ont été organisés su Caen ou récemment à Clermont-Ferrand par le squat de l'Ephémère. D'autres débats solidaires sont prévus à Ambert, dans le Nord, etc ... Nous avons d'ores et déjà collecté plus de 3300 euros (liste ci-après), dont une partie a déjà été transférée aux compagnons Soudanais. Dans le dernier message que nous avons reçu, ils nous indiquent : « Nous avons pu mettre à l'abri 6 compagnons. Ils sont désormais en sécurité en Ethiopie, au Rwanda et au Kenya. Nous sommes quelques-uns à rester encore au Soudan. Nous allons nous coordonner pour continuer nos activités de libération depuis l'étranger [car ici la situation est trop périlleuse]. Vous nous avez soutenu très fortement, vous avez sauvé la vie de nos compagnons qui étaient dans des régions très dangereuses. Nous espérons que votre support ne s'arrêtera pas. Chaque jour nous souffrons, mais mon attachement aux idées et pour l'anarchisme ne cesse de grandir. Vive la solidarité ! »

La campagne de solidarité continue. Nous tenons à votre disposition

un tract de présentation de la campagne : « COMPRENDRE LE CONFLIT AU SOUDAN, AGIR EN SOLIDARITE CONTRE LA GUERRE ». Vous pouvez soit le télécharger (<http://cnt-ait.info/2024/02/16/comprendre-conflit-soudan>) ou le recevoir au format papier en écrivant à CNT-AIT, 7 rue St Rémésy 31000 TOULOUSE

Vos dons peuvent soit être envoyés par chèque (à l'ordre de CNT-AIT) à la même adresse, soit via la plateforme électronique : <https://www.paypal.com/paypalme/cntait1> (merci de bien valider « Envoi d'argent à un proche » pour payer moins de frais bancaires) Envoyer un mail à contact@cnt-ait.info pour nous informer du don et aussi pour que nous vous tenions informés de son utilisation.



Première Liste de solidarité Soudan :

Catherine B. (30), Jean S. (50), Benoit G. (50), Placer T. (50), Sol (50), Gladys (50), Maurice M. (15), Marten de J. (250), Chantal B. (50), Catherine B. (45), Gérard D. (20), Luca T. (10), Collectif solidarité Caen (200), Kurdish Anarchist Forum (200), Sylvie et Michel Q. (50), Lionel D. (10), Joseph K. (25), Sanjeevi N. (44,81), Anarchistes chinois (20), David T. (27,76), Erik B. (50), Regis W. (100), Xavier V.W. (5), Antoine D. (50), AIT-IWA Asia (585,08), Anarchistes chinois (25), Anarchistes chinois (5), Odile et Miguel O. (50), Gorka R.H.

(100), Sylvain B. (50), Dominique C. (20), Frédéric B. (100), Section anglaise de l'AIT - SOLFED (562,59), Marlene A. (10), Mara O. (30), Pierre Z. (15), Herr K. (25), Editions Rouges et Noir (100), Maria Josefa (30), Konstantin (100), Peter J. (30), Roman D. (50), Alexandra M. (5), Cornelis H. (20), Stéphane G. (300)

TOTAL : 3650,24



CNT-AIT,
AIT section in France